



**HAL**  
open science

## Des sociétés malades du travail

Frédérique Pallez

► **To cite this version:**

Frédérique Pallez. Des sociétés malades du travail. Gérer et Comprendre. Annales des Mines, 1996, 46, pp.70-71. hal-04789424

**HAL Id: hal-04789424**

**<https://hal.science/hal-04789424v1>**

Submitted on 22 Nov 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Des sociétés malades du travail ?**

### **A propos du livre de D. Méda, *Le travail, une valeur en voie de disparition***

Le livre de D. Méda vient à point nommé : dans une société où, paradoxalement, comme elle le fait remarquer, les gains de productivité permettraient enfin de desserrer notablement la contrainte travail qui pèse sur les individus, la société réclame toujours plus de travail !

Il était donc temps de s'interroger sur l'histoire de ce concept, de se demander si toutes les sociétés humaines ont toujours eu la même attitude vis-à-vis du travail, et sinon, de comprendre pourquoi le travail est devenu notre "fait social total", ce qui expliquerait les soubresauts actuels devant sa raréfaction.

Tel est le programme de réflexion que développe D. Méda dans son ouvrage, très stimulant et très argumenté, qui va nous faire cheminer des sociétés primitives aux sociétés occidentales modernes, en passant par la société grecque, le Moyen Age, le 19ème siècle. Elle nous montrera ainsi que les valeurs que nous mettons derrière le mot de travail ne sont en rien inscrites dans les gènes de l'espèce humaine, mais résultent d'une construction historique fortement liée au développement impérialiste de la pensée économique.

En effet, ni les sociétés primitives, ni la société grecque classique, ne valorisent le travail, qui est même jugé dégradant par les philosophes grecs en ce qu'il détruit la liberté nécessaire à l'exercice de la pensée. Au Moyen Age, Saint Augustin commence à le réhabiliter partiellement comme moyen de lutte contre la paresse, mais le travail lucratif est toujours condamné fermement.

En fait, le grand tournant, le renversement de valeur, date d'Adam Smith et de la naissance de la pensée économique, quand apparaît l'idée, centrale dans la science économique, que la richesse est désirable. Or le travail est, pour les économistes, ce qui permet de créer cette richesse, et, également, ce qui permet l'échange des biens : en effet, le travail, au prix d'une certaine abstraction, est ce qui permet de mesurer, en temps (car on ne sait pas quantifier l'habileté), la valeur des objets. Mais, conséquence fondamentale, la science économique fournit par là-même de nouveaux fondements à l'ordre social, qui ne peut plus être régulé par la religion ou par les communautés naturelles (la famille..) : la société naît de l'intérêt individuel, le lien social est créé par la multiplicité des échanges. Donc le travail est au fondement de la vie sociale, et l'économie est bien *politique*.

Au 19ème siècle se surajoute à cette conception économique et sociale du travail l'idée que le travail est source d'épanouissement personnel pour les hommes, c'est l'activité qui permet de s'exprimer pour soi et pour les autres. Cette conception est présente à la fois dans la philosophie allemande (Hegel), et

ses successeurs, Marx en tête, et dans la pensée française. On assiste ainsi à une glorification du travail, qui ne semble pas contradictoire, pour ces théoriciens, avec ce que vivent les travailleurs (qu'on songe pourtant aux conditions de travail de l'époque !), au contraire : une partie de la pensée de Marx est fondée sur l'idée qu'il faut rendre le travail à son essence profonde, en le "désaliénant", grâce à une mécanisation poussée et, surtout, à la révolution politique qui rendra aux travailleurs la propriété des moyens de production.

La fin du 19ème siècle entérinera cette superposition de deux conceptions du travail sans poursuivre de réflexion théorique, et s'attachera plutôt, pragmatiquement, à essayer de rendre supportable le travail dans la réalité. En effet, comme le salariat est devenu la modalité essentielle de distribution des revenus et d'organisation du travail, l'intervention de l'Etat devient indispensable pour assurer un contrepoids au rapport salarial et garantir la croissance. On voit actuellement dans quelles contradictions la poursuite de tels objectifs peut mener l'Etat quand garantie du plein emploi et accroissement de la richesse ne vont plus de soi.

Le décor est maintenant planté pour que l'auteur précise ses propres positions sur la manière de faire évoluer le travail et sa place dans nos sociétés modernes. Pour ce faire, elle s'attache d'abord à remettre en cause vigoureusement deux des conceptions traditionnelles du travail encore très présentes dans les discours actuels :

- non, le travail n'est pas, pour la majorité des individus, une source d'épanouissement et ne pourra pas le devenir, avant tout parce que le travail induit un rapport de subordination et détermine un mode de rapport au monde fondé sur la production et la consommation ; le travail "libéré" est donc pour elle une utopie ;

- non, le travail n'est pas l'origine incontournable du lien social ; c'est la domination de la pensée économique, liée à une vision contractualiste du lien social, qui est la cause de la prépondérance de la sphère du travail dans nos sociétés.

Ce dernier constat amène D. Méda à faire une critique en règle de la science économique pour expliquer comment les prétentions de cette discipline au statut de science du comportement humain, (alors que, selon elle, il ne s'agit que de l'idéologie développée par une société historiquement datée), sont à l'origine du dépérissement de la pensée politique : en effet, l'économie édicte les lois qui règlent les échanges entre individus tenus par des contrats. Toute notion de communauté, qui crée la relation entre les membres d'une société avant même l'échange, est donc évacuée ; la société n'est plus que cet agrégat d'individus et point n'est besoin d'une théorie politique autonome.

Pour sortir de l'impasse, il faut donc sortir du contractualisme pour, en quelque sorte, réinventer la politique et forger une nouvelle théorie du lien social. D'ailleurs, comme le

fait remarquer D. Méda, sans avoir de théorie politique adéquate, nous sommes sortis, en pratique, d'une vision purement économiste de la société : rien ne fonde en raison, dans une conception économiste, l'action de l'Etat-providence, dont nous voyons toutefois les manifestations de plus en plus évidentes, en contradiction avec l'action de l'Etat gardien du fonctionnement économique.

S'appuyant sur Hegel et Tocqueville, l'auteur développe alors l'idée d'une théorie politique qui réconcilierait liberté individuelle et densité du lien social, dans laquelle l'Etat serait l'incarnation de la communauté, l'organisateur de l'espace du débat public, au lieu d'être le gestionnaire sans boussole que nous connaissons actuellement.

A partir de là, le champ est large des chantiers à mener : réforme de l'Etat et du personnel politique, réforme des instruments et institutions sociaux et fiscaux, redistribution des statuts et des revenus qui ne soit pas assise sur la seule répartition du travail,...l'auteur ne sous-estime pas l'ampleur de la tâche et n'indique pas les chemins pour y arriver, mais elle affirme que c'est le prix à payer pour "désenchanter" le travail, c'est-à-dire lui redonner une place moins boursouflée dans notre vie individuelle, sociale et politique, bref notre vie tout court !

Evidemment, certains pourront reprocher à ce livre très érudit d'être plus disert sur l'analyse des grands textes passés que sur les propositions de nouveaux systèmes, et de ne s'intéresser que médiocrement aux moyens concrets de transformer la place du travail dans notre société. Il est vrai que le livre se situe au niveau des idées, ce que l'auteur revendique d'ailleurs, et qu'il n'est pas un "livre blanc" directement utilisable par un ministre.

Mais c'est précisément ce qui constitue sa force car, si l'on suit l'auteur, on comprend bien que les plans successifs contre le chômage se briseront toujours sur les contradictions de la notion de travail qui leur sont sous-jacentes. Alors, du passé faisons table rase ?